

Le Système De Santé Au Portugal

Conformément à la Constitution et à la législation qui lui est suivie,

Il s'appuie sur des principes:

- de l'universalité de l'accès
- de la gratuité tendancielle de services prêtés (conditionnée par les recours disponibles)

Le Système De Santé Au Portugal

Éléments constitutifs

(mélange de modèles):

Le Service National de Santé (SNS):

l'état est simultanément financier et prestataire;
ou recourt aussi à la prestation dans des institutions privées ;

Des sous-systèmes publics de santé

(par ex: Assistance dans la Maladie Aux Serviteurs Civils de L'État);

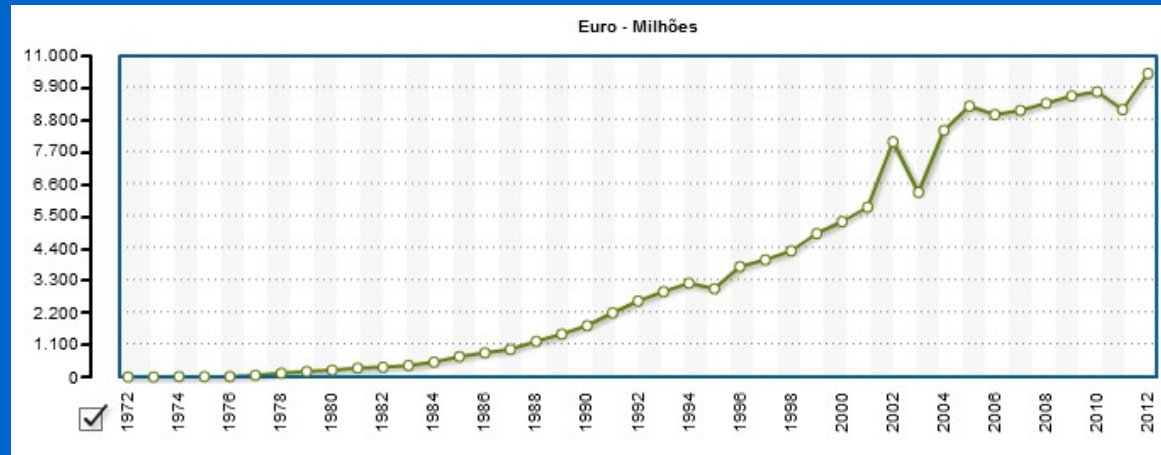
L'état finance et les institutions privées sont prestataires ;

Des entités privées

(les Assurances, par exemple)

Le financement et la prestation sont exclusivement privés.

Portugal - Dépense de l'État En Santé



1970 **2,5 % du PIB**

2005 **10,2 % du PIB**

(moyenne européenne: 9,2 % du PIB)

**Pondération de la dépense publique en santé
Dans le montant total des dépenses de l'état:**

1970 **59,1 %**

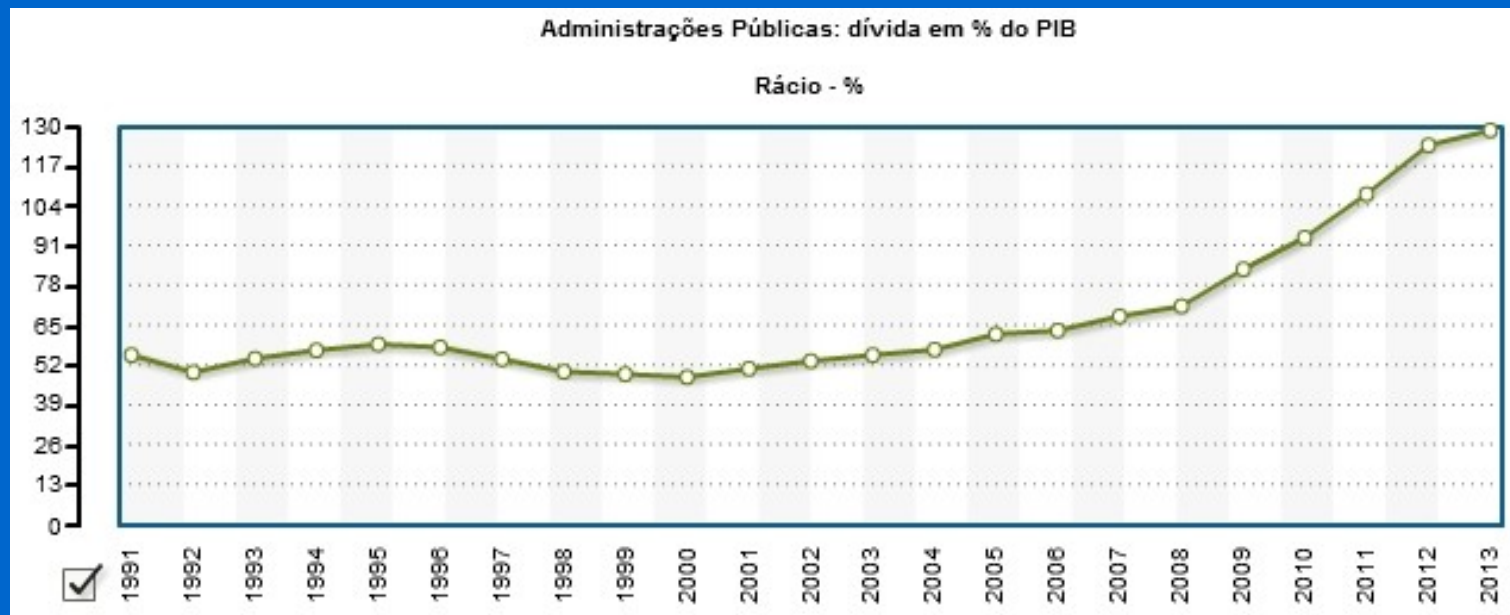
2005 **70,6 %**

SNS (2002-2011) – PRODUIT NET (millions de €)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Emprunt fait au trésor publique	-139,0	-455,6	741,9	126,3	208,2	53,0	-96,5	-375,4	-679,1	-361,5	
Dettes accumulées		300,0	600,0	800,0						3.000,0	
Budget rectificatif	1.010,3		1.851,8	1.800,0							2.132,0
Produit net	-1.149,0	-1.109,9	-1.673,0								

Création des Hôpitaux EPE (entité publique d'entreprise): Resultats réels pas inclus dans les rubriques des coûts, mais dissimulés comme "contrats-programme"

Dette Publique Portugaise (% du PIB)



Économie Portugaise 2000 – 2010

Croissance très réduite (moyenne 0,5%/l'année)

Ayant d'énormes déséquilibres dans les comptes:

- publiques (toujours > 3% du PIB)
- avec l'extérieur(8 à 10% du PIB, l'an après l'an) et



Endettement croissant et insoutenable

(de tous les agents économiques: État / Entreprises / Particuliers)

**Sans conditions de s'autofinancer
sur des marchés financiers**



Le Portugal a dû s'aider de l'appui extérieur de:

la Commission Européenne/

la Banque Centrale Européenne/

le Fond Monétaire International

(Troika)

Qui a considéré que le montant indispensable

- pour garantir le financement de l'économie, et**
- éviter la rupture financière**



Consistait à prêter

78.000 millions d'Euros

Disponible en 12 tranches trimestrales

Ce que a été assuré en simultané par les trois partis

De l'arc du gouvernement (PS/PSD/PP),

Selon l'exigence des représentants des créanciers

**On a ainsi signé un Mémoire d'Entente (MoU)
Avec les principes du texte contractuel du prêt, le**

Programme d'Ajustement Économique et Financier (PAEF) (Mai 2011 – Mai 2014)



Ayant le but

- **D'équilibrer les comptes publics et extérieures, et**
- **De réaliser un vaste ensemble de réformes structurales
(dans le système financier,
le marché de biens et de services,
et dans le marché de travail),
en visant l'accroissement de la compétitivité de l'économie.**

Afin de se procéder à une réduction importante de la dépense publique



On a imposé des mesures transversales avec un fort ensemble de contraintes, qui incluait :

- La réduction du salaire des travailleurs du secteur public (administratif et des l'entreprise)**
- geler des échelons professionnels et la progression dans les carrières**
- Une aggravation fiscal global (d'impôts directs et indirects)**
- Une réduction général des pensions des retraités**

Ces mesures conditionnaient:

- **Une réduction de la demande interne, c'est-à-dire, de la consommation et des familles**
- **Et conséquemment elles contribuaient à réduire le déséquilibre des comptes de l'extérieur, à force d'une diminution des importations.**

La dévalorisation et la rupture accentuées du marché interne



Ont stimulé les entreprises portugaises d'accroître les exportations

**Ce qui a été bien réussi
(agrandissement de 29% pour 40% du PIB),**

**Mais pas suffisamment pour balancer
l'évolution négative de la demande interne**

Mais l'évolution des événements a essuyé un revers:

La restriction du financement de l'économie



A rendu le crédit plus faible, et

A conditionné un renchérissement de son prix



**ce qui a conduit a une forte contraction de l'investissement
(public et privé)**

Le recul de l'investissement



**À provoquer une récession de l'économie,
qui a été plus importante que celle prévue dans le PAEF**



**Ce qui a donner lieu a une aggravation du chômage,
qui a dépassé 16% en 2013**

**L'évaluation des résultats qu'on a vu au long des trois ans du PAEF
par comparaison aux perspectives initiales**

**prouve que la récession a été considérablement plus grande
que celle qu'on avait prévue,
une fois que:**

**La prévision ne dépassait que
2 ans de récession:**

2011 - 2,2 %

2012 - 1,8 %

Qui aurait récupéré à partir de

2013 + 1,2 %

Pour accélérer à partir de

2014 + 2,5 %

**Le taux de chômage aurait son
plus haut niveau en 2012,
ce qui serait de 13,4%,
après lequel il irai baisser**

**Mais c'est pas ce qui est arrivé
a été bien différent :**

On a vécu 3 ans consécutifs de récession:

2011 -2,2 %

2012 -3,2 %

2013 -1,4 %

**Et le chômage
a culminé a 16,3 %
en 2013**

L'évolution de la dette publique s'est montrée en deçà de ce qu'on avait projeté, une fois que :

	Prévision du PAEF	Résultat vérifié
2013	115,3% du PIB	129% du PIB

**Malgré les limitations, le PAEF a été considéré
accompli par le Portugal d'une manière acceptable,**



- Ce qui a été reconnu par la Troika,**
- et on a vérifié:**
 - le retour du pays au financement du marché, et**
 - sans besoin d'aide de quelque mesure de précaution**

Dans un proche avenir on attend une reprise, avec une croissance de la discrète récupération de la récession qui a eu lieu à la fin de 2013



**On pourra voir une croissance du PIB en 2014, de +1,2%,
Et ne ce réduitsant en dessous de 1,8% a l'an jusqu'à 2018.**

Selon la prévision du

**« Document de Stratégie Budgétaire du gouvernement,
pour les prochaines années de 2014 a 2018 »**

Mesures de contrainte imposées par le PAEF

Dans le Secteur de la Santé

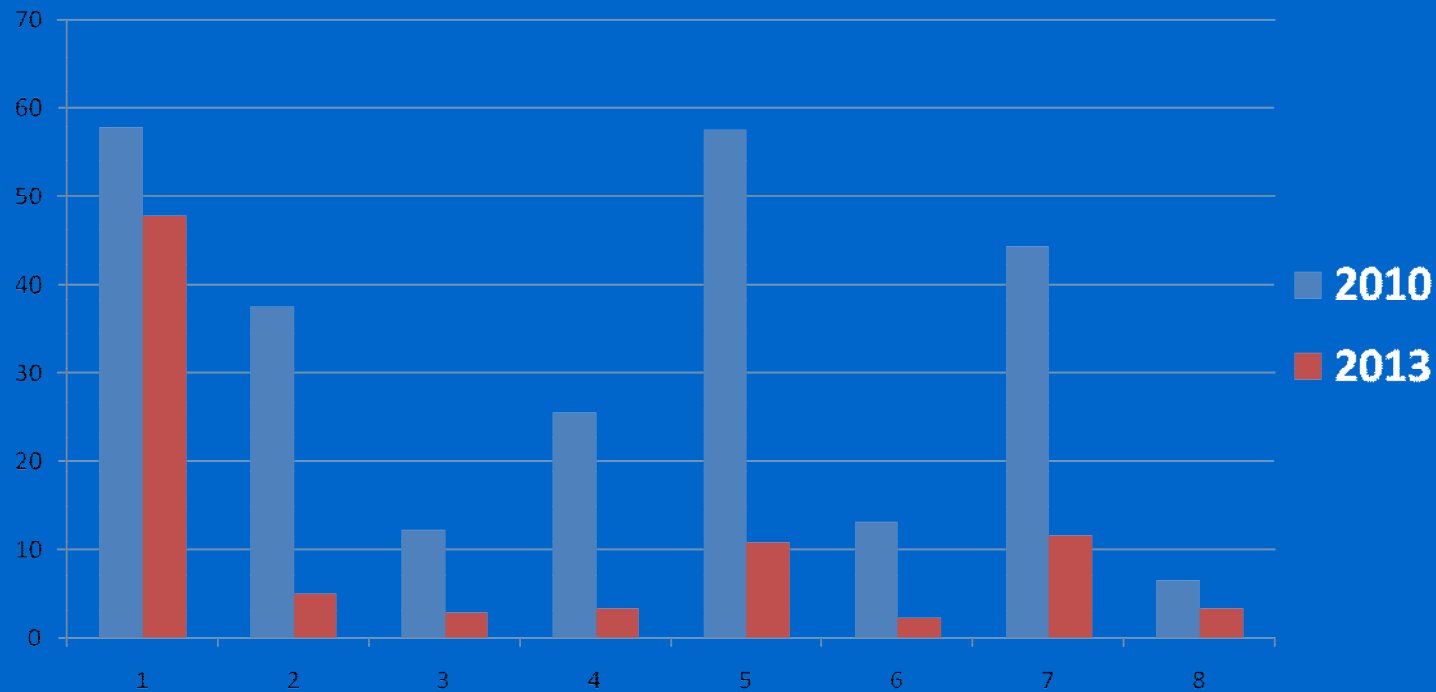
Malades:

- Révision de l'exonération du paiement des frais du SNS;
 - Augmenter les taux du SNS dans la majorité des services;
 - Réduction de 2/3 des déductions fiscales
- en ce qui concerne les paiements des soins de santé.

Medicaments

**Fixation du prix le plus bas
du médicament générique
introduit dans le marché**

Pharmacies: Medicaments Plus Vendus



1. JANUMET 50mg/1000mg x 56 comp
PRADAXA 110 mg x 28 comp
2. SINGULAIR 10 mg x 28 comp
MONTELUCASTE 10 mg x 28 comp.
3. NORVASC 5mg x 60 comp
AMLODIPINA 5 mg x 60 comp
4. OMEPRAZOL MYLAN 20 mg x 56 cap
OMEPRAZOL 20mg x 56 cap

5. NEXIUM 20 mg x 56 comp
EXOMEPRAZOL 20mg x 56 comp
6. ZOCOR 20 MG X 60 comp
SINVASTATINA 20 mg x 60 comp
7. CIPRALEX 10 mg x 56 comp
ESCITALOPRAM 10mg x 56 comp
8. XANAX 0.5 mg X 60 comp
ALPRAZOLAM Pazolan 0.5 mg x 60 comp

Hôpitaux / Autres services

- Réduction en 200 millions de €
des coûts opérationnels des hôpitaux en 2012,
et description de mesures nécessaires à sa concrétisation.
- Réduction des dépenses des services de santé en :
30% en 2012,
20% en 2013,
Réductions similaires pendant les années suivantes,
dans le but de l'autofinancement des systèmes de santé jusqu'à 2016
- Réduction des frais avec les transports de malades en 1/3.
- Réduction en 10 % de la dépense globale vers les entités privées prestataires
de services au SNS

Medecins

- Stimuler les médecins à la prescription des médicaments génériques dans ses ordonnances.
- Utilisation obligatoire d'ordonnances et de formulaires de demande d'examens complémentaires de diagnostic électroniques, bien que l'adoption d'un système permettant vérifier son utilisation .
- Publication de règles d'orientation clinique pour la demande d'examens complémentaires de diagnostic ou des procédures thérapeutiques, et du système de surveillance de son utilisation.
- Adoption de règles pour l'augmentation de la mobilité des professionnels de la santé dans les régions et inter-régions.

Médecins (cont.)

- **Augmentation de la charge de travail de 35 pour 40 heures par semaine, non remboursable à partir de 2011.**
- **Réduction de la rémunération des heures travail supplémentaire**
 - 2012 – 10%**
 - 2013 – 10% en plus**
- **Utilisation des dispositifs de reconnaissance biométrique pour enregistrer la durée du travail.**

Mesures d'austerité

IRS 2012: 11,5 % a 46,5 %
 2013: 14,5 % a 48,0 %

IRC 2012: 25 %
 2013: 23 %

Reductions de salaires: 2014: 2,5 % a 12 %

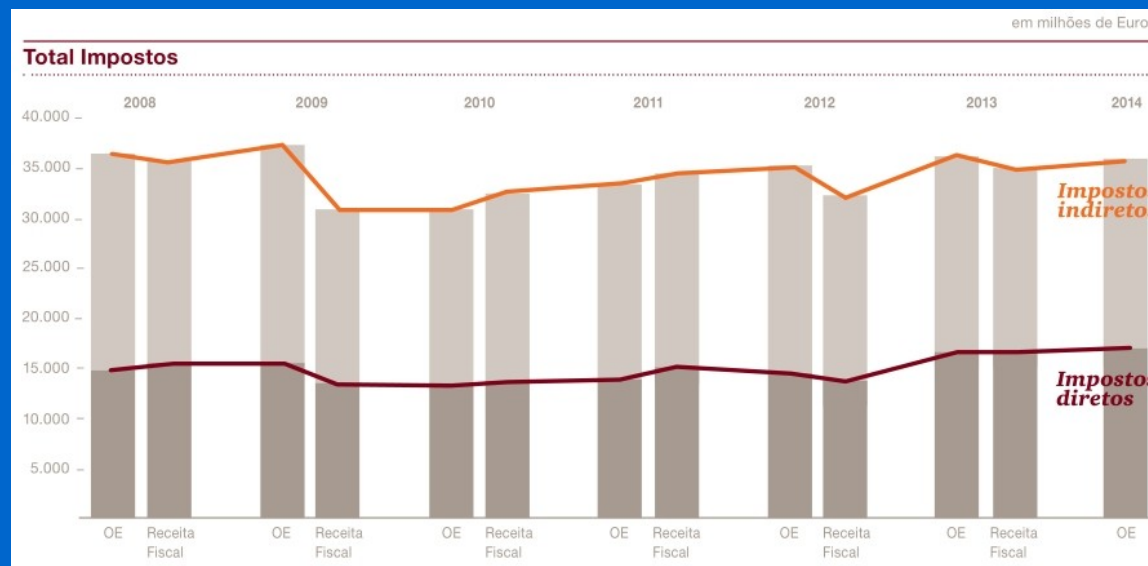
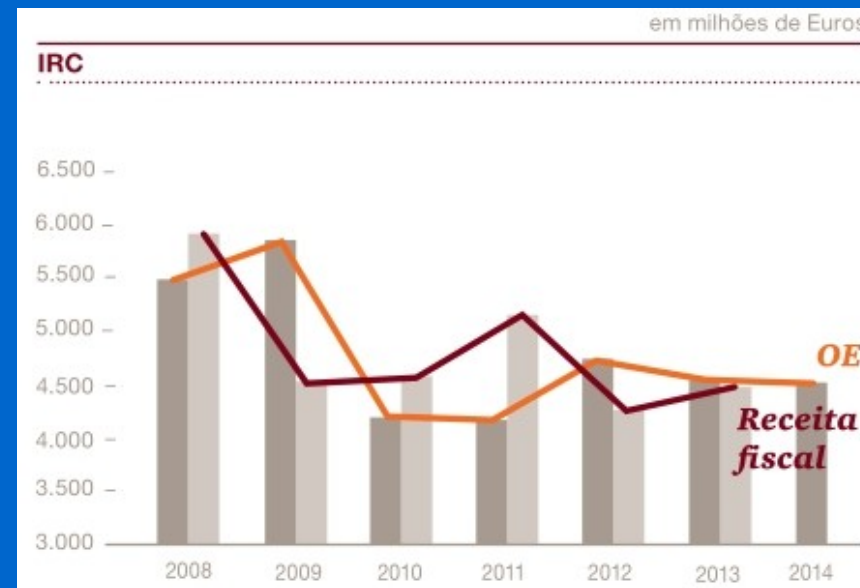
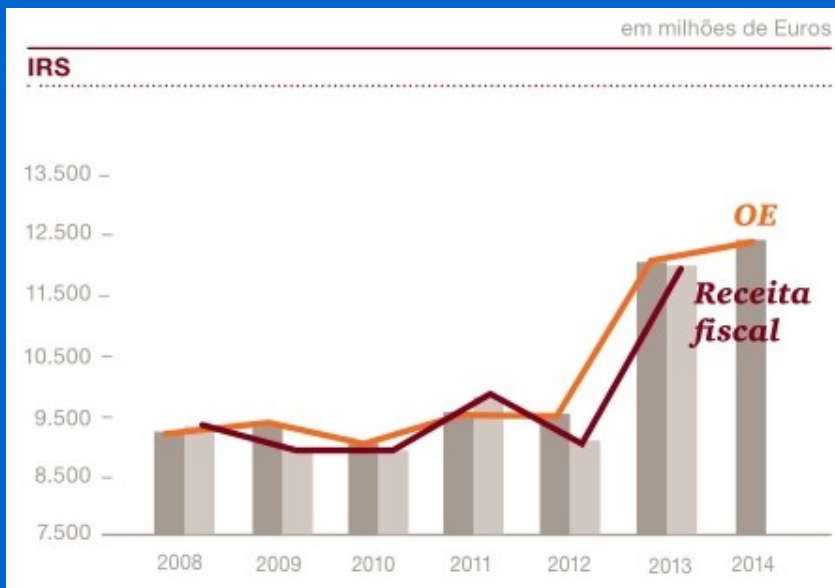
Taux supplémentaires de IRS: 3,5 %

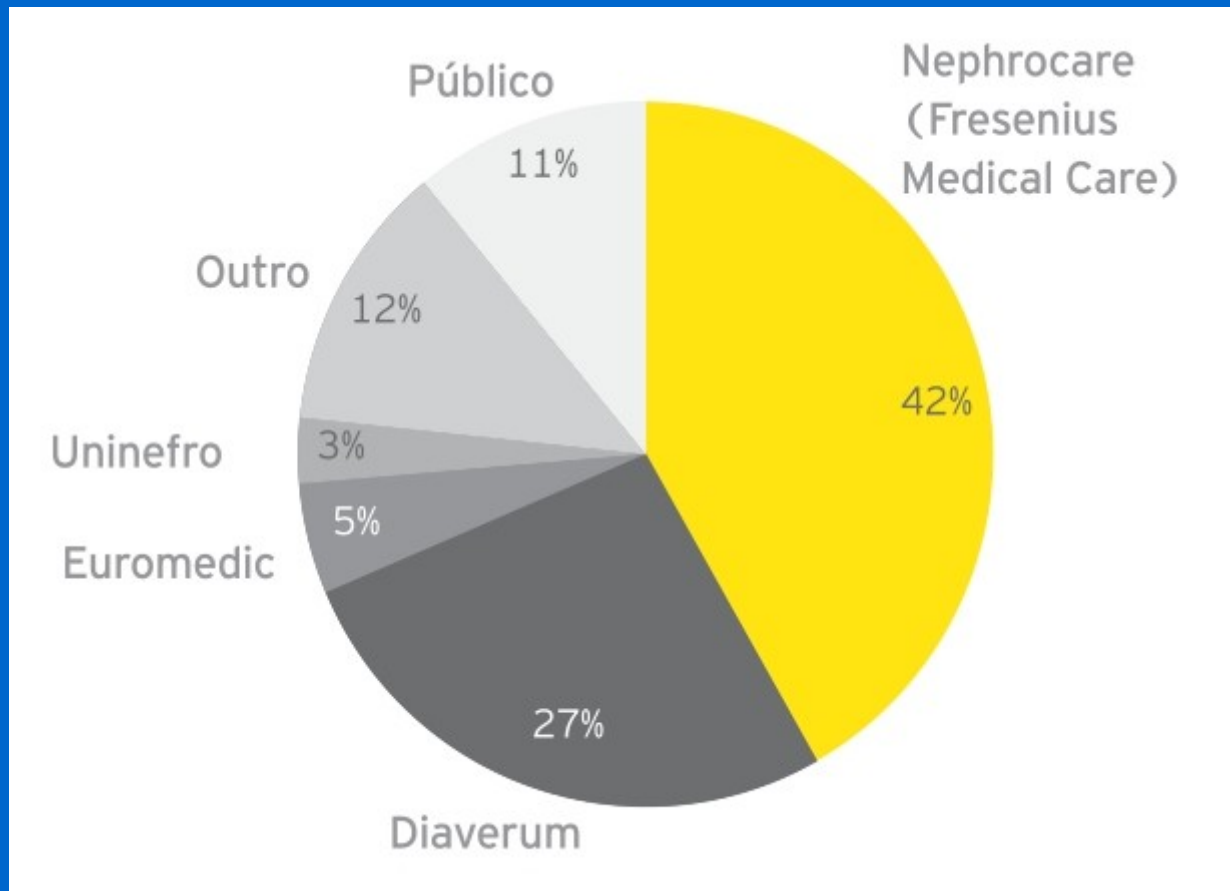
Retenue pour maladie: 3,5 %

CES: 10 %

Allongement de l'âge minimum de la retraite: 66 ans

Diminutions des retraites: 3,5 % a 22,86 %





Centres d'Hemodialyse

Prix "Compréhensif": Reduction de 25 % depuis sa création en 2008.

Valeur actuel: 450 €/ malade / semaine

Traitement / Dialyse 72 %

Thérapeutiques médicamenteuses:

Anémie 14 %

Métabolisme minéral 7 %

Autres 2 %

Abords Vasculaires 4 %

Tests /Autres procedures diagnostiques 1 % (Laboratoire: 90 %)

Centres d'Hemodialyse

Directeur	3.000 / 4,000 €
Nephrologue coordonnateur	2.000 / 3000 €
Médecin résident	80 - 100 €/ 6h
Chirurgien / Abords vasculaire	350 - 400 €/ abord
Radiologie interventionnelle	120 €/ procedure

Systemes de Santé

L'avenir s'appuie dans les tendances suivantes:

- **Adoption de'une couverture universelle**
- **Nouveaux modes de financement**
- **Contrôle des dépenses**
- **Accroître l'efficacité des soins de santé**
- **Amélioration des qualités de performances**